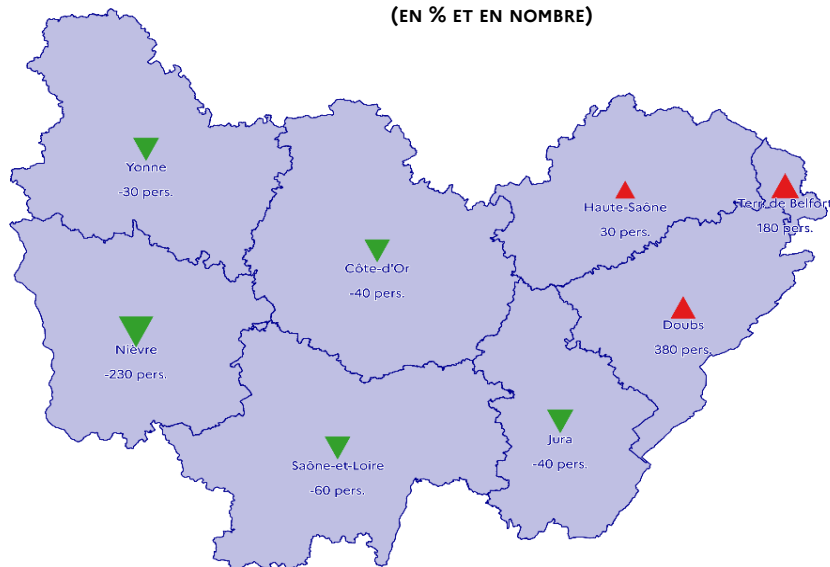


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DU TERRITOIRE DE BELFORT

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2023 (EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,1 % par rapport au 1^{er} trimestre 2023

Source : Pôle emploi-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **6 730** (+ 2,7 % sur un trim.)
Cat. B, C : **4 720** (- 3,1 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **11 450** (+ 0,3 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

8,0 % au 1^{er} trimestre 2023
- 0,1 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2022
(France métropolitaine : 7,1 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

49 960 au 1^{er} trimestre 2023
- 0,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2022

● RECOURS À L'INTÉRIM

1 690 intérimaires au 1^{er} trimestre 2023
+ 2,5 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2022

Au premier trimestre 2023

L'emploi salarié (privé et public) recule dans le Territoire de Belfort, soit 130 emplois en moins par rapport au 4^e trimestre 2022. Hors intérim, l'emploi diminue dans le secteur des services non marchands, plus gros employeur du département. La construction affiche des pertes d'effectifs. L'industrie résiste. Les gains d'emplois dans les services aux ménages ne suffisent pas à compenser les baisses dans les autres secteurs des services marchands. Sur un an, l'emploi salarié progresse au même rythme qu'au niveau régional. La demande en intérim repart à la hausse excepté dans le commerce et les services. Le dispositif d'activité partielle est autant mobilisé qu'au cours du 4^e trimestre : le volume d'heures indemnisées est globalement stable même si toutefois les salariés placés en activité partielle est moins élevé. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (4 300) continue de reculer. Ils sont moins nombreux qu'il y a un an (-2,5 %), une baisse annuelle plus favorable que celle enregistrée à l'échelle régionale.

Au deuxième trimestre 2023

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle tend à diminuer sauf dans l'industrie. Les défaillances d'entreprises et le nombre d'emplois menacés par ces procédures présentent des niveaux relativement faibles. La demande d'emploi de catégorie A augmente fortement ce trimestre : +2,7 %, une hausse supérieure à celle observée au niveau régional (+0,2 %). Elle demeure à des niveaux faibles, soit -1,2 % sur un an. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite recule (catégories BC). Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues se replie. La hausse de la demande d'emploi de catégorie A touche davantage les hommes, plus nombreux à s'inscrire que les femmes. La demande d'emploi de longue durée continue de baisser (-3,2 points par rapport au 2^e trimestre 2022).

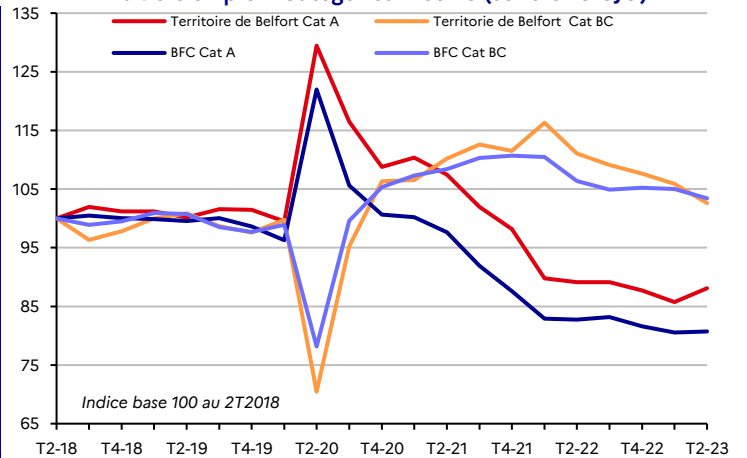
La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois				
	T2 2023	Var. (en %) sur		
		1 trim.	1 an	
Territoire de Belfort :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	6 730	+2,7	-1,2	
Catégories B, C	4 720	-3,1	-7,6	
Catégories A, B, C	11 450	+0,3	-3,9	
Bourgogne-Franche-Comté :				
<i>Données CVS-CJO</i>				
Catégorie A	99 570	+0,2	-2,5	
Catégories B, C	95 200	-1,5	-2,8	
Catégories A, B, C	194 770	-0,6	-2,6	

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	3 560	+3,8	-0,8	+0,7	-2,2
< 25 ans	550	+3,8	+14,6	+1,9	+2,3
25 - 49 ans	2 070	+7,3	-1,0	+1,7	-1,8
50 ans et plus	940	-3,1	-7,8	-1,7	-5,0
Femmes	3 170	+1,6	-1,2	-0,4	-2,8
< 25 ans	460	+2,2	+4,5	-1,4	-0,8
25 - 49 ans	1 830	+2,2	-1,1	+0,4	-1,6
50 ans et plus	870	-2,2	-5,4	-1,4	-6,0
Total	6 730	+2,7	-1,2	+0,2	-2,5
< 25 ans	1 020	+5,2	+10,9	+0,4	+0,9
25 - 49 ans	3 900	+4,8	-1,0	+1,1	-1,7
50 ans et plus	1 810	-2,2	-6,7	-1,6	-5,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2023	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	5 820	+0,5	-3,8	-0,4	-1,9
< 25 ans	870	+3,6	+2,4	+0,8	-1,8
25 - 49 ans	3 520	+1,1	-4,1	-0,3	-2,0
50 ans et plus	1 440	-2,0	-5,3	-1,2	-1,8
Femmes	5 630	0,0	-4,1	-0,9	-3,3
< 25 ans	750	0,0	-1,3	-1,7	-6,0
25 - 49 ans	3 280	0,0	-4,4	-0,8	-2,9
50 ans et plus	1 600	0,0	-4,8	-0,8	-3,1
Total	11 450	+0,3	-3,9	-0,6	-2,6
< 25 ans	1 610	+1,3	0,0	-0,4	-3,8
25 - 49 ans	6 800	+0,6	-4,4	-0,5	-2,4
50 ans et plus	3 040	-1,0	-5,0	-1,0	-2,5

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Depuis 2018, la publication commune Dares-Pôle Emploi est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2023	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	6 280	+1,3	+2,1	-0,2	+2,8
DELD :					
1 à 2 ans	2 160	+2,4	-1,4	+0,9	-3,4
2 à 3 ans	990	-6,6	-31,3	-3,5	-19,9
3 ans et plus	2 020	-1,0	-5,6	-2,2	-7,3
Total DELD	5 170	-1,0	-10,4	-1,2	-8,6
Part des DELD	45,2%	-0,5 pt	-3,2 pt	-0,2 pt	-2,9 pt

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2023	Moyenne annuelle	
		2023	2022
Assurance chômage	4 710	4 710	4 860
Solidarité - Etat	590	590	790
Autres	110	110	110
Total DE indemnisés	5 420	5 420	5 760
Formation	380	380	450
Part des DE indemnisés* :			
Territoire de Belfort :	44,2%		
BFC	47,4%		

Source : Pôle emploi

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par Pôle emploi pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	128	-11	-7,9	-37	-1,4
Fin de mission d'intérim	112	+33	+41,0	+112	+8,9
Démission	39	+4	+10,3	+37	+4,0
Rupture conventionnelle	58	-8	-12,5	-33	-2,7
Licenc. économique	22	-3	-13,2	-29	-10,2
Autre licenciement	69	-3	-4,6	-209	-15,8
Première entrée ⁽¹⁾	51	-9	-14,5	-100	-13,2
Retour d'inactivité ⁽²⁾	236	-12	-4,8	+228	+6,3
Réinscription rapide ⁽³⁾	218	-7	-3,1	-16	-0,5
Autre motif ⁽⁴⁾	70	+10	+16,8	+28	+2,5
Motif indéterminé	100	-11	-10,2	-300	-17,4
Total	1 105	-19	-1,7	-319	-1,8

(1) Inscription à Pôle emploi d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à Pôle emploi par motif

Données brutes	Territoire de Belfort			BFC	
	T2 2023	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	159	+15	+10,2	+47	+1,9
Entrée en stage ou formation	107	-18	-14,6	-284	-14,3
Arrêt de recherche**	100	-4	-4,2	-42	-2,2
dont maladie	60	-2	-3,2	-76	-6,2
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	591	-52	-8,1	-518	-5,1
Radiation administrative	128	+2	+1,6	+71	+3,7
Autre cas ⁽²⁾	100	+10	+11,5	+38	+2,8
Total	1 186	-48	-3,9	-689	-3,5

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de Pôle emploi.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

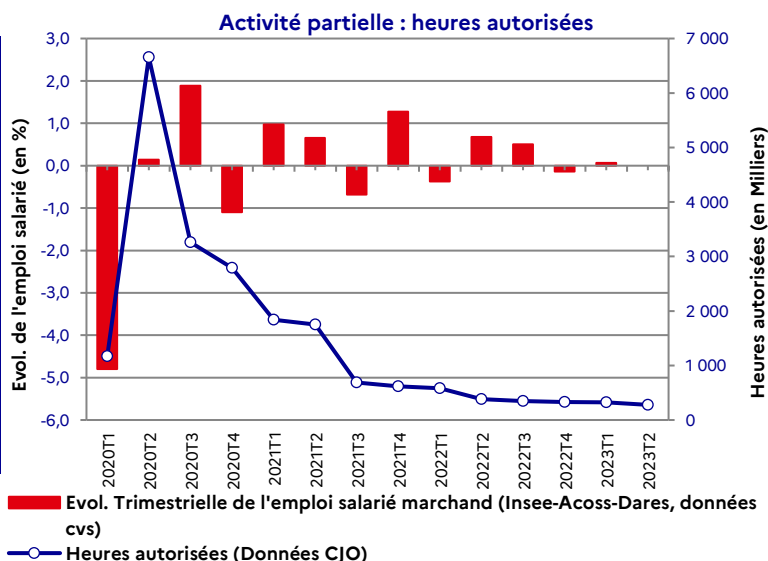
Activité partielle

Données CJO*	Territoire de Belfort	
	T1 2023	T2 2023
Heures autorisées		
Nombre de demandes en cours	62	55
Volume d'heures autorisées	322 317	277 773
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	224 786	222 008
Construction	14 465	7 459
Commerce	738	1 980
Services	82 328	46 326
Etablissements autorisés	61	55
dont : étabs de 50 sal. et plus	25	22
Nombre de salariés concernés**	2 927	2 346
Total heures autorisées 12 mois glissés	1 384 964	1 282 293

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets de jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



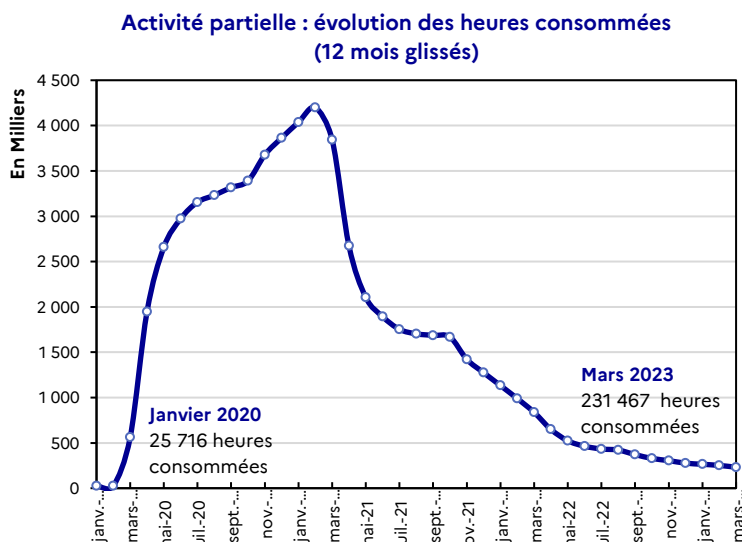
Heures consommées	Territoire de Belfort	
	T4 2022	T1 2023
Nombre d'heures consommées*	47 708	41 612
dont :		
Agriculture	0	0
Industrie	33 835	30 705
Construction	371	632
Commerce	550	416
Services	12 952	9 859
États ayant consommé des heures	41	34
dont : étabs de 50 sal. et plus	20	13
Nombre de salariés concernés**	816	466
Total heures consommées 12 mois glissés	276 284	231 467

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes	Territoire de Belfort	
	T1 2023	Evol./T1 2022
Créations d'entreprises		(en %)
Nombre de créations d'entreprises	438	+6,6
dont :		
Entreprises individuelles	49	-5,8
Micro-entrepreneurs	303	+5,6
Sociétés	86	+19,4
Cumul sur 12 mois glissés	1 471	-7,8
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs	135	+8,9
Cumul sur 12 mois glissés	486	-13,7

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement :

Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

Ouvrages de procédures	Territoire de Belfort	
	T2 2023	Evol./T2 2022
Nombre d'ouvertures de procédures	23	+91,7
dont :		
Sauvegardes	0	s
Redressements judiciaires	9	n.s.
Liquidations judiciaires directes	14	+55,6
Nombre d'emplois menacés	33	+65,0
dont :		
Agriculture	s	s
Industrie	s	s
Construction	19	n.s.
Commerce	s	s
Services	9	+80,0
Total des ouvertures sur 12 mois glissés	83	+33,9

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :
 Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus : https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Territoire de Belfort 1 ^{er} trimestre 2023 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %		Trimestrielle en nbre	Trimestrielle en %	Annuelle en nbre	Annuelle en %
Agriculture	110	0	-1,1	+20	+16,2	110	0	-0,2	+20	+16,0
Industrie	7 450	-10	-0,2	+40	+0,5	8 280	+10	+0,1	+230	+2,9
Industrie agro-alimentaire	540	0	-0,5	-10	-1,4	570	+10	+1,3	0	+0,7
Industries extractives, énergie, eau, déchets	270	0	+1,6	+20	+8,3	300	+10	+2,4	+20	+8,5
Equipements élec. électron. info., autres machines	2 530	0	-0,1	+70	+2,9	2 720	0	+0,1	+60	+2,2
Matériels de transport	1 120	+20	+1,7	+30	+2,9	1 270	+90	+7,3	+120	+10,2
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	2 970	-30	-1,0	-80	-2,5	3 430	-90	-2,6	+30	+0,9
Construction	2 190	-30	-1,3	-90	-4,0	2 340	-20	-0,7	-80	-3,3
Commerce ; réparation auto.	5 600	+50	+0,9	+90	+1,6	5 710	+50	+0,9	+70	+1,3
Services marchands	12 740	0	+0,0	+130	+1,0	13 240	-30	-0,2	+110	+0,8
Transports et entreposage	1 760	-20	-1,2	+20	+1,2	1 930	-60	-3,0	-10	-0,4
Hébergement et restauration	1 580	-10	-0,7	+20	+1,4	1 600	0	-0,2	+30	+1,7
Information et communication	900	-10	-1,5	+50	+6,2	900	-10	-1,5	+50	+6,2
Services financiers	820	+10	+0,8	-10	-0,8	820	0	-0,1	-20	-1,8
Services immobiliers	480	+10	+1,2	+20	+4,9	500	+10	+1,3	+30	+5,3
Services aux entreprises	5 500	-10	-0,1	-40	-0,7	5 770	+10	+0,1	-40	-0,6
Services aux ménages	1 700	+40	+2,5	+60	+3,5	1 710	+40	+2,4	+60	+3,6
Services non marchands	20 260	-150	-0,8	-80	-0,4	20 270	-150	-0,7	-90	-0,5
Ensemble	48 350	-150	-0,3	+100	+0,2	49 960	-130	-0,3	+260	+0,5

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

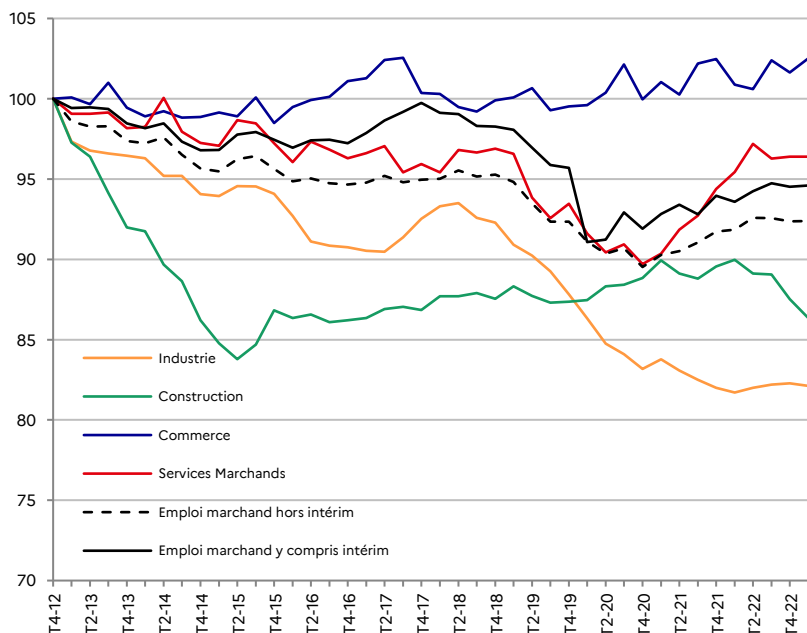
Traitement : Dreets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

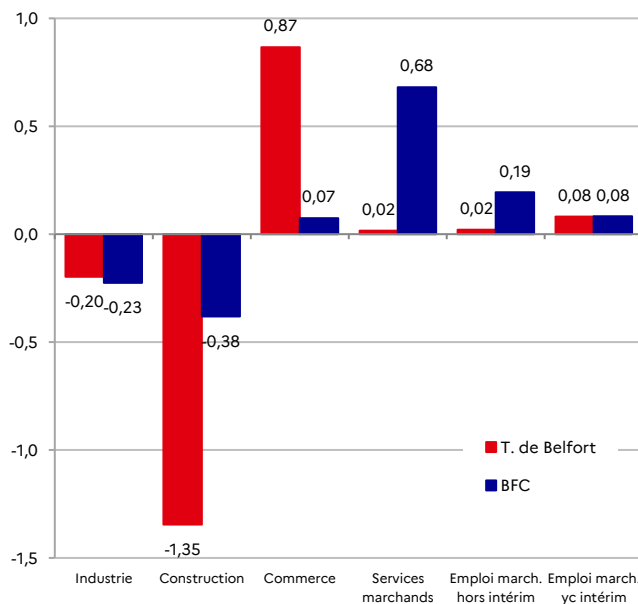
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. et le 1^{er} trim. 2023, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Territoire de Belfort 1 ^{er} trimestre 2023 <i>(Données CVS)</i>	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾		
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
Agriculture	s	s	s	0,0	-1,0	s	s	s	23,7	-20,7
Industrie	940	+6,8	+27,4	11,2	+2,1	920	+3,4	+8,2	2,8	+0,5
Construction	180	+12,6	+0,4	7,6	+0,3	160	0,0	0,0	3,0	+0,1
Commerce	80	-1,2	-36,1	1,4	-0,8	80	-20,0	-27,3	1,3	-0,1
Services	490	-7,1	-6,1	3,7	-0,3	520	-5,5	-8,8	2,0	0,0
Ensemble	1 690	+2,5	+8,0	5,7	+0,4	1 680	-1,2	-0,6	2,4	+0,3

s : secret statistique

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

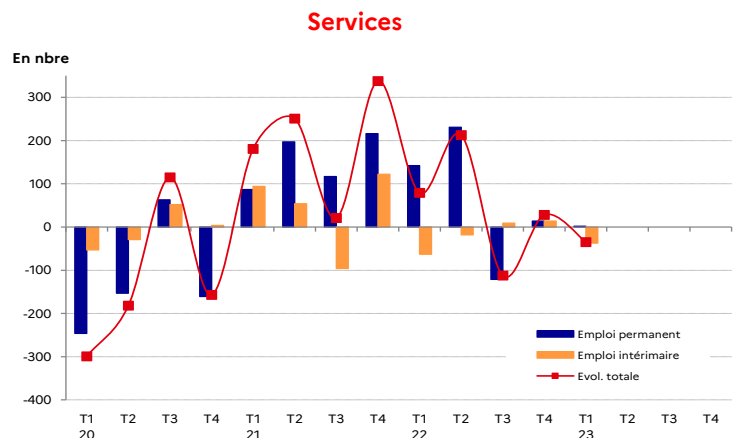
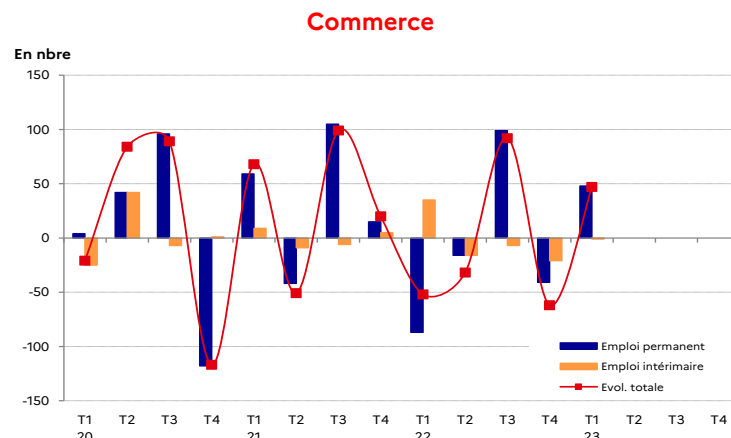
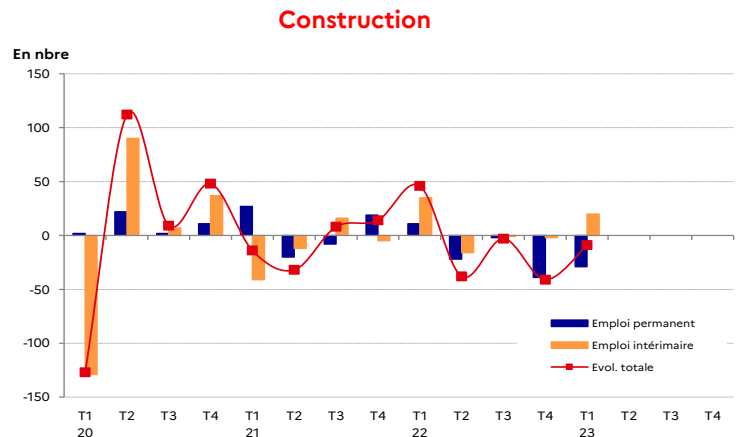
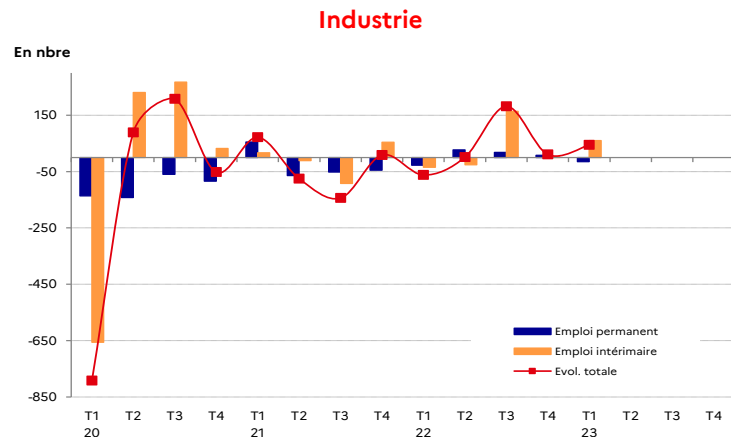
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) -> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de Pôle emploi des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

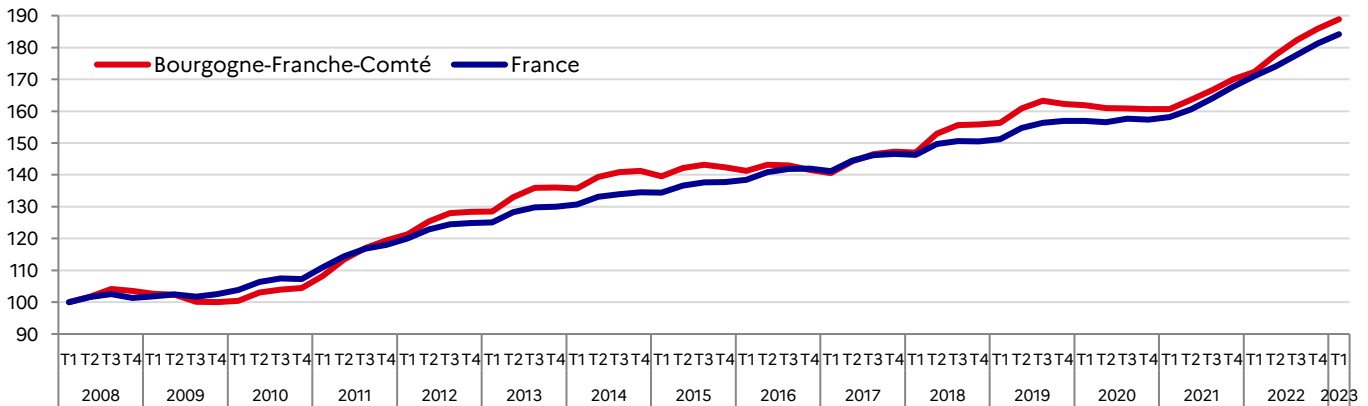
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2023	Actifs occupés RP 2020	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	249 510	220 740	22,2	+0,4	+2 870	+1,3	195	0,4	+2,1	+27	+16,1
Doubs	253 357	199 720	20,1	-0,1	+620	+0,3	31 721	71,2	+1,4	+2 573	+8,8
Jura	116 657	87 890	8,8	+0,1	+450	+0,5	7 456	16,7	+2,1	+711	+10,5
Nièvre	80 740	64 300	6,5	+0,0	-230	-0,4	15	0,0	+7,1	0	0,0
Haute-Saône	104 863	70 120	7,0	+0,5	+340	+0,5	638	1,4	+0,3	+83	+15,0
Saône-et-Loire	238 970	192 830	19,4	+0,2	+1 470	+0,8	215	0,5	+2,9	+13	+6,4
Yonne	145 687	110 530	11,1	+0,1	-150	-0,1	25	0,1	-3,8	+1	+4,2
Territoire de Belfort	64 451	49 960	5,0	-0,3	+260	+0,5	4 261	9,6	+2,4	+495	+13,1
BFC	1 254 237	996 080	100,0	+0,2	+5 620	+0,6	44 526	100,0	+1,6	+3 903	+9,6

Sources : INSEE - RP 2020; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

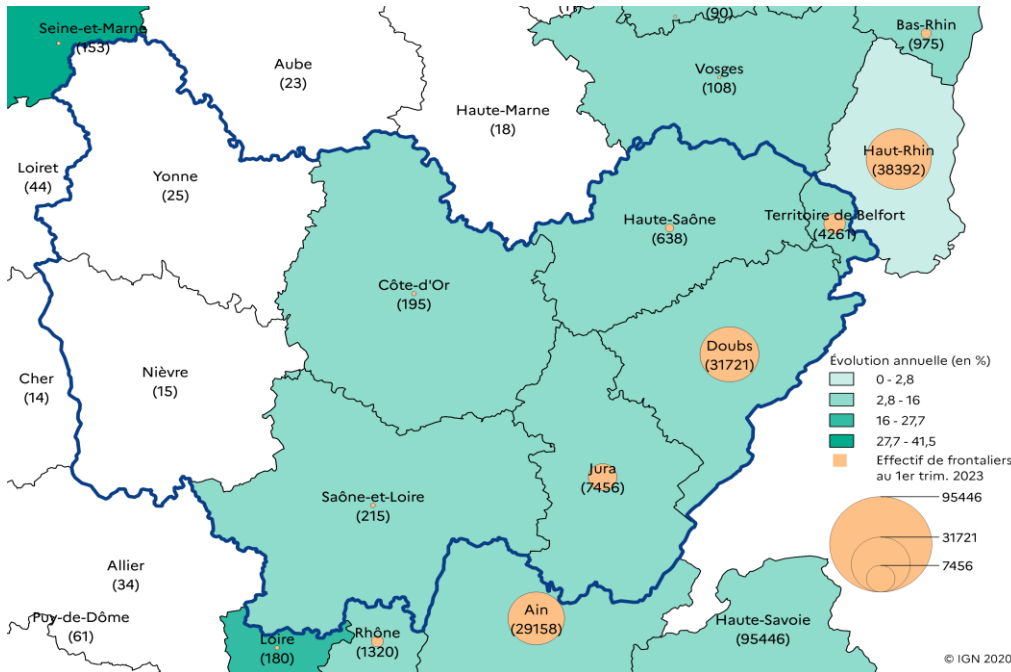
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 8,8 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 31 721 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Territoire de Belfort			BFC
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2023	2023	cumul 22	cumul 2022
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	47	99	+3,1	-4,3
jeunes	17	30	+0,0	-0,1
seniors	13	35	-	-
bénéficiaires RSA	13	25	-	-
DELD	19	45	-	-
TH	7	17	-	-
résidents QPV	10	18	-14,3	-15,7
résidents ZRR	s	s	ns	-5,5
éducation nationale	s	s	-33,3	-20,9
CIE Jeunes	29	53	+1,9	-2,2
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	205	425	+28,0	+3,6
dt résidents QPV	55	106	+29,3	+3,9
CEJ*	106	228	+19,4	+17,3
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	12	22	-50,0	-0,3
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2023)				
- secteur public	s	s	s	-20,0
- secteur privé	53	53	-3,6	+21,2

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

ns : non significatif

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/ cumul 2021
	2022	2022	
Côte d'Or	320	1 543	-3,9
Doubs	393	1 819	-5,8
Jura	319	1 273	-3,6
Nièvre	168	777	-28,3
Haute-Saône	186	748	+16,7
Saône-et-Loire	387	1 817	-10,1
Yonne	339	1 582	-15,7
Territoire de Belfort	98	543	+11,0
BFC	2 210	10 102	-7,9

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Territoire de Belfort		BFC
	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2023	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	128	-27,0	-30,7
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	1 065	-13,2	-37,2
CEJ*	166	-	-
IAE (au 4T 2022)	465	-10,4	-1,8

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie. Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (Pôle emploi, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux. Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH). Les dépenses pour l'emploi en France représentent 144 milliards d'euros en 2019 (soit 5,6 points de PIB), dont 63 milliards d'euros pour les dépenses ciblées et 81 pour les dépenses générales.

Pour plus d'information consultez le bilan annuel de la DARES :

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2023 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2022)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 840	-1,1	38 917	+4,9	8 643	+4,1	1 520	-18,0
Doubs	12 377	-2,2	34 093	+3,3	10 370	+1,7	1 697	-18,7
Jura	3 530	-4,7	16 077	+4,9	5 313	+4,1	623	-25,2
Nièvre	5 650	-1,3	14 167	+3,6	6 307	+1,8	773	-18,3
Haute-Saône	3 957	-4,4	15 593	+3,8	5 570	+4,9	943	-15,8
Saône-et-Loire	10 260	+1,1	37 673	+3,6	12 110	+4,8	1 983	-14,4
Yonne	8 770	-0,8	23 727	+2,1	7 693	+1,4	1 197	-20,2
Territoire de Belfort	4 277	-2,5	9 927	+4,1	2 427	+4,0	657	-19,9
BFC	58 660	-1,5	190 173	+3,8	58 433	+3,3	9 393	-18,2

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

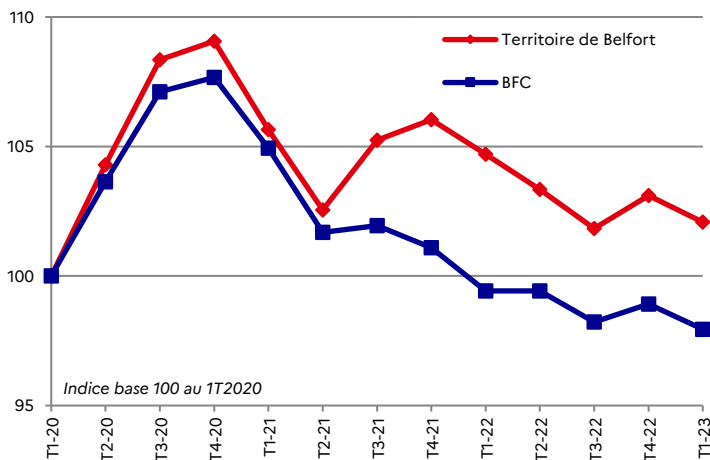
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

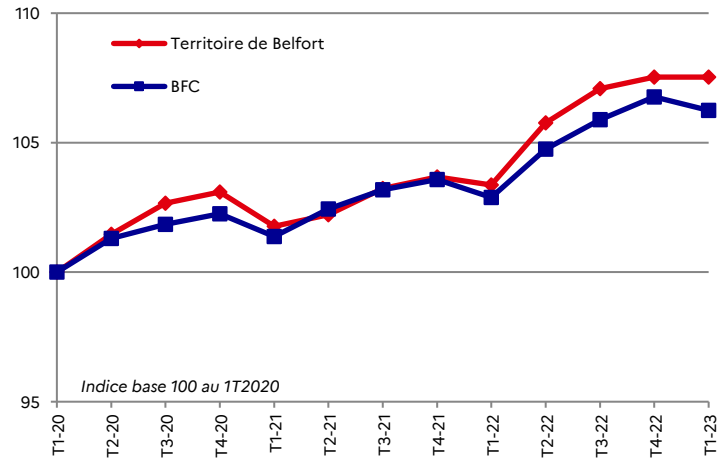
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; Pôle emploi, FNA.

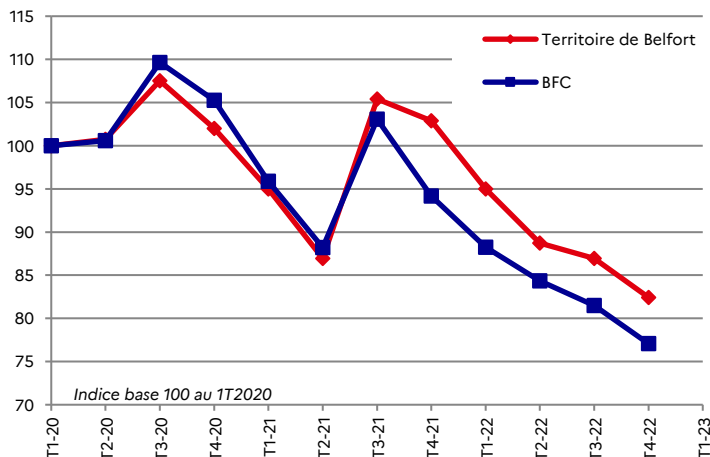
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

